



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ministry of Enterprises
and Made in Italy



COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONJOINT

Paris, le 24 juillet 2025
N°800

LA FRANCE ET L'ITALIE S'ENGAGENT EN FAVEUR D'UNE COOPÉRATION RENFORCÉE ET D'UN AGENDA COMMUN POUR LA COMPÉTITIVITÉ EUROPÉENNE

Éric Lombard, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, Marc Ferracci, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, et Adolfo Urso, ministre italien des Entreprises et du Made in Italy, ont échangé sur l'avenir de la coopération franco-italienne et sont convenus de priorités industrielles et économiques communes.

Cette rencontre, organisée dans le cadre de la mise en œuvre du Traité du Quirinal, s'est tenue aujourd'hui à Paris, au ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Pour incarner leur vision commune, les ministres Lombard, Ferracci et Urso ont adopté une déclaration conjointe [\[Déclaration conjointe disponible ici\]](#) visant à restaurer la compétitivité de la base industrielle européenne, à promouvoir l'innovation et à développer les secteurs émergents essentiels au leadership européen. Cette déclaration couvre les domaines suivants :

- **Industries énérgo-intensives** : en tant que membres fondateurs de l'Alliance pour les industries à énérgo-intensives, ils appellent à prolonger la compensation des coûts indirects au-delà de 2030 et à l'étendre dès que possible à de nouveaux secteurs clés (chimie, papier, verre, ciment, céramique, batteries). Ils soutiennent une révision du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), incluant son extension aux secteurs aval, des solutions à l'exportation et des mesures contre les fuites de carbone liées au *resource shuffling*.
- **Automobile** : une politique industrielle ambitieuse au niveau européen est essentielle pour assurer le succès de la transition de l'industrie automobile, en préservant sa compétitivité, avec une attention particulière pour tous les acteurs de sa chaîne de valeur. Les ministres ont échangé de manière approfondie des meilleures solutions à apporter aux défis auxquels le secteur automobile est confronté, avec en toile de fond une convergence totale sur l'importance stratégique de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement de l'automobile.
- **Souveraineté technologique** : la coopération bilatérale sera renforcée sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'intelligence artificielle pour favoriser une adoption responsable de l'IA et renforcer l'écosystème européen des semi-conducteurs, notamment par un ambitieux « *Chips Act 2.0* » et de nouveaux PIIEC. Ces actions viseront à faire émerger des technologies de rupture, y compris les accélérateurs IA, et à mettre en œuvre la stratégie quantique de l'UE en facilitant la transition

de la recherche vers les applications industrielles, pour assurer la résilience technologique et la compétitivité globale de l'Europe.

- **Préférence européenne** : les ministres appellent à une adoption rapide d'un cadre ciblé de préférence européenne pour soutenir la production au sein de l'UE, renforcer les chaînes de valeur stratégiques et garantir une concurrence équitable — notamment via une révision des règles de la commande publique et l'intégration de critères de préférence européenne dans l'octroi des aides, conformément aux recommandations du rapport Draghi.
- **Soutien à l'investissement industriel stratégique** : la France et l'Italie soutiennent le Fonds européen de compétitivité comme outil essentiel pour financer l'innovation, l'industrialisation et la double transition verte et numérique, en ciblant les secteurs stratégiques. Elles demandent davantage de flexibilité dans le cadre des aides d'État (CISAF), des règles de financement européen plus simples (RGEC), et des procédures PIIEC plus rapides et plus accessibles afin de renforcer la souveraineté industrielle de l'Europe dans des domaines comme les matériaux avancés, les technologies numériques et le nucléaire (AMR, SMR). Elles appellent également à un cadre de soutien adapté pour accompagner l'industrie automobile et la modernisation des actifs chimiques stratégiques.
- **Simplification de l'environnement des affaires** : une simplification globale des règles de l'UE est nécessaire pour attirer les investissements, notamment en allégeant les obligations déclaratives des entreprises et en élargissant la nouvelle catégorie des *Small Mid-Caps*, tout en répondant aux besoins spécifiques des micro et petites entreprises (PME). La France et l'Italie saluent la création d'un statut juridique simplifié pour toute entreprise souhaitant se développer dans le marché européen, ainsi qu'un statut dédié aux *start-ups* et *scale-ups*, et l'amélioration de l'accès des PME aux financements européens.
- **Modernisation de la politique européenne de concurrence** : les ministres soutiennent l'actualisation des politiques de concurrence et du filtrage des investissements pour protéger l'innovation et l'équité des marchés dans les secteurs de haute technologie. Cela inclut des lignes directrices révisées sur le contrôle des concentrations intégrant l'innovation, la résilience et la compétitivité, ainsi que des règles claires sur les subventions étrangères afin de renforcer la compétitivité de long terme de l'UE et la cohérence de ses politiques, notamment en matière de souveraineté industrielle.
- **Renforcement de la coopération spatiale** : la France et l'Italie réaffirment que l'espace est une dimension clé de l'autonomie stratégique européenne et du développement industriel. Elles renforceront leur coopération institutionnelle et industrielle bilatérale dans les grands domaines spatiaux (accès autonome à l'espace, communications par satellite, observation de la Terre), y compris dans le cadre de l'Union européenne et de l'Agence spatiale européenne. Elles s'engagent à améliorer leur coordination en vue du prochain Conseil ministériel de l'ESA (CM25), du futur CFP de l'UE, et de la future loi européenne sur l'espace.

En présence du Medef et de la Confindustria, le Forum de consultation de ce jour a illustré la manière dont la coopération institutionnelle franco-italienne entend faire progresser l'agenda européen de compétitivité et de souveraineté.

Lors de la réunion, les ministres ont annoncé une collaboration fructueuse entre Invitalia et Bpifrance qui aboutira au lancement, en septembre prochain, d'un appel à projets conjoint visant à soutenir les partenariats franco-italiens entre start-ups innovantes.

CONTACTS PRESSE:

Cabinet d'Éric Lombard : 01 53 18 41 20 - presse.mefsin@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet de Marc Ferracci : 01 53 18 46 19 / 01 53 18 43 57 - presse@cabinets.industrie.gouv.fr

Cabinet d'Adolfo Urso : Fabio Miotti: Fabio.miotti@mise.gov.it

À propos du Traité du Quirinal

Signé le 26 novembre 2021 par le président Emmanuel Macron et le président du Conseil Mario Draghi, le Traité du Quirinal vise à renforcer la coopération bilatérale entre la France et l'Italie. Son article 5.5 prévoit en particulier une réunion ministérielle annuelle entre les deux pays, désignée comme « Forum de consultation ». Le premier forum s'est tenu à Paris le 25 novembre 2021, le second à Rome a abouti à la déclaration ministérielle conjointe du 3 mars 2023 : « Une vision partagée de la nouvelle politique industrielle européenne à l'ère des transitions verte et numérique ».